



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui sera ajouté comme avenant au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduit, au niveau local, la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et celle de chacun des partenaires.

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques est conçu comme un levier pour relancer le contrat de ville et s'inscrit donc dans sa continuité. L'objectif consiste à ajuster la stratégie initiale de 2015, toujours partagée, pour mieux répondre à l'évolution des besoins des habitants. Il convient d'identifier pour chaque partenaire les modalités de leurs interventions renforcées respectives, au titre de leur politique de droit commun, et leurs inscriptions et participations au service de ces objectifs.

Dans un délai très contraint, imposé par la circulaire, l'ensemble des parties prenantes a été associé à la démarche : institutions, conseils citoyens, associations et entreprises. La délibération présentée en Conseil de Métropole du 23 juillet dernier a décliné la méthode qui a été engagée, méthode basée comme pour l'élaboration initiale du contrat de ville, sur l'échange et le partenariat. Les grands projets tels que le NPNRU, la cité éducative, relevant des champs affichés dans le Pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités signataires, ont été repérés, discutés et figurent dans le protocole. Les priorités gouvernementales ainsi que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ont été intégrées au travers des 5 programmes de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : sécurité, éducation, emploi, logement, lien social. Des ajouts pourront y être apportés dans le cadre d'un avenant ultérieur.

Outre le contenu même du protocole qui rappelle les préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, la déclinaison sous forme de schémas des objectifs opérationnels, les engagements de chacun des financeurs et la mise à jour des modalités de pilotage et d'animation, celui-ci comprend également :

- le tableau compilant les engagements des partenaires sur leurs projets spécifiques aux quartiers politique de la ville ;
- le tableau d'évolution des fiches opérationnelles et les 69 fiches détaillées qui constituent l'ossature du contrat de ville jusqu'en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés 2019–2022 / Avenant n°2 du contrat de ville ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 CDV Protocole d'engagements renforcés et réciproques VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.